

Le drame des enfants qui passent la nuit dehors

Parce que la situation était devenue intenable dans leur pays, ils ont gagné la France. À Rouen, faute d'hébergements suffisants, une quinzaine d'enfants dorment dans la rue.

Reportage

« Un matin, j'ai cru que j'étais paralysé. Je ne sentais plus mes jambes à cause du froid. Une dame m'a donné de l'eau chaude pour réchauffer mes pieds. J'ai pu me relever. » La gravité de la voix tranche avec la chétivité de l'adolescent qui déroule son histoire.

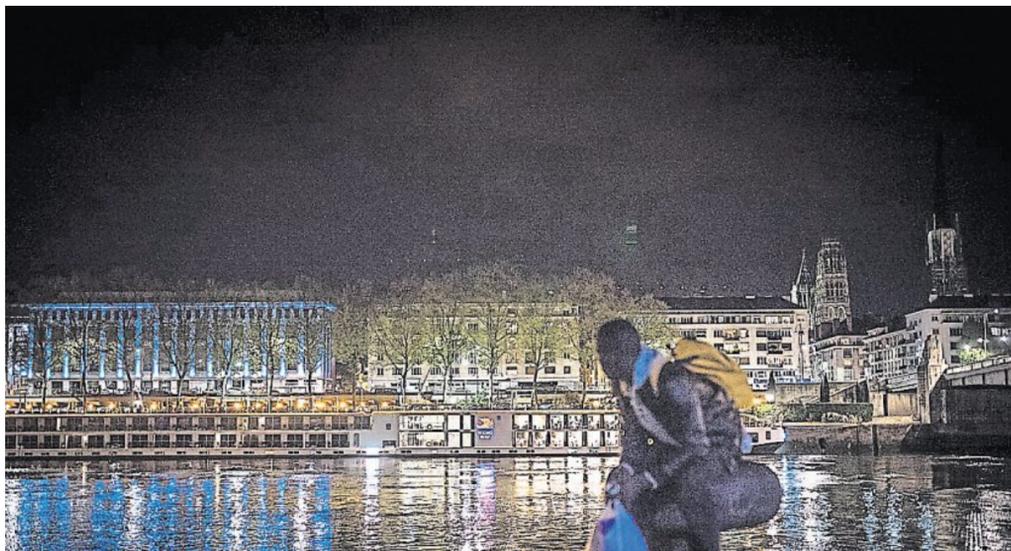
Depuis quinze jours, Pierre (1), 16 ans, affronte la nuit, chaque jour, dans le froid des rues de Rouen. Il y a deux ans, il a quitté la Côte d'Ivoire, la vie avec sa belle-mère étant devenue insupportable. Un voisin le fait sortir du pays.

Le périple les conduit en Italie, où le garçon ne trouve pas de place dans les camps pour adultes. Un passeur le mène à Nice. « Là, on m'a dit que ce serait plus facile à Paris. » Nouveau trajet vers l'inconnu. La capitale n'a qu'un pont à lui offrir. Le hasard d'un nouvel embarquement le fait descendre en gare de Rouen.

Il cherche de l'aide auprès du commissariat de police, rencontre les bénévoles de Médecins du monde, fait une demande officielle d'hébergement à l'aide sociale à l'enfance, service du Département, qui doit assurer - c'est la loi - la protection des mineurs. Il n'y a plus de place.

La peur au ventre

Comme Pierre, ils sont une quinzaine de jeunes étrangers en attente d'hébergement connus de Médecins du monde, actuellement, à Rouen. Certains ont vu leur minorité contestée par décision de justice, saisie par le



Une quinzaine de jeunes étrangers sont actuellement à la rue, à Rouen.

CRÉDIT PHOTO : ANNE-CHARLOTTE COMPAN

Département. Tous attendent un lit.

Au petit matin, ces compagnons d'infortune se retrouvent devant la porte de l'organisation de santé. Ils sont une petite dizaine, ce jour-là, dans la petite pièce décorée de dessins. Ils y trouvent du café, de la chaleur et surtout le répit qui leur permettra de s'assoupir quelques heures à même le sol.

Le reste de la journée, Pierre marche. Fait le guet devant le conseil départemental. Le poids de la déception sur les épaules. « La France a colonisé mon pays, je pensais qu'on m'aiderait ici. »

Le soir, il n'y a que la rue à leur tendre les bras. « Je ne peux pas dormir, j'ai trop peur. Je suis fatigué, mes articulations me font mal », raconte Pierre.

Usé de tuer le temps entre la gare et les allées du centre commercial voisin, Jean (1), 15 ans et demi, arrivé à Rouen il y a un mois, est plus remonté. « Je demande de l'aide et on me traite comme un criminel. Si mon pays, le Congo, était bien, je ne l'aurais pas quitté. Si on ne veut pas de nous ici, pourquoi on n'aide pas davantage les pays en difficulté ? » Il ne se sent pas en sécurité dehors, craint

« l'embuscade, les propositions bizarres », l'argent facile...

Le soir, assis sur un banc ou à l'abri d'un carton, Pierre sort son trésor du sac à dos qui contient tout ce qu'il possède. Un roman qui raconte l'histoire d'un garçon en quête d'une vie meilleure. Un livre pour enfants.

Dossier réalisé par
Stéphanie SÉJOURNÉ-DUROY.

(1) Tous les prénoms ont été modifiés.

De 40 à 300 jeunes en huit ans

Entretien

Nathalie Lecordier, vice-présidente centriste de Seine-Maritime chargée de l'enfance et de la famille.

Combien de mineurs étrangers non accompagnés sont pris en charge par le Département, aujourd'hui ?

220 sont actuellement hébergés dans des maisons d'enfants ou centres pour jeunes majeurs (mineurs déjà pris en charge et devenus majeurs) à Rouen, au Havre et à Dieppe. Quatre-vingt-un sont dans des hôtels. Vingt-quatre n'ont pas d'abri, dont dix arrivés ces derniers jours, envoyés par la cellule nationale des mineurs isolés étrangers.

Le Département doit la protection à ces jeunes. Est-il normal de les laisser à la rue ?

Le Département ne se départit pas de ce sujet. En 2009, il prenait en charge 39 mineurs étrangers ; ça a doublé en 2012.

Nous sommes à 300 aujourd'hui. Il n'y a plus de places dans les structures, les hôtels sont complets. Nous sommes à saturation. C'est un véritable drame humain. Le flux est tel qu'on n'arrive plus à répondre.

Étudiez-vous des pistes

pour résoudre ce problème ?

Nous lançons des appels à projet pour revoir l'offre d'accueil, afin d'avoir 200 places pour ces jeunes. Nous voulons aussi reconfigurer l'accueil d'urgence.

Ces jeunes arrivent de pays étrangers, avec ou sans papiers. L'évaluation de leur situation demande des semaines à nos agents, pendant lesquelles il n'y a pas de solution.

Il faut voir si nous pouvons travailler avec les associations locales sur la réduction du temps d'évaluation. Elle devrait relever de l'État qui, une fois la minorité établie, pourrait flécher les jeunes en fonction des places disponibles.

Pourquoi autant de méfiance vis-à-vis de jeunes dont la minorité a été reconnue par le juge des enfants ?

Physiquement, on voit que certains ne sont pas mineurs. On ne peut pas les héberger sous le même toit que des majeurs, le Département se doit de protéger les plus jeunes.

Quel avenir pour ces adolescents ?

Ils ont envie de rester ici. Ils s'intègrent assez rapidement, s'inscrivent dans un cursus éducatif. Ce sont des jeunes qui ne posent pas de problèmes.

La nuit d'un jeune migrant dans l'œil d'une photographe



Portrait

Elle a photographié le démantèlement de la jungle de Calais avec son téléphone pour le compte Instagram de Polka magazine, revue spécialisée du photojournalisme. Depuis un an, elle suit le quotidien d'une famille rom, celle du petit Diego, rencontrée au bidonville de la Chapelle, au nord de Paris. La photographe Anne-Charlotte Compan aime les sujets forts, ceux qui disent quelque chose de l'humanité.

Cueilleuse d'images

Une humanité qu'elle photographie avec sensibilité. Anne-Charlotte manie le temps long avec ses sujets. Leur consacre des heures, des jours, des nuits pour créer la relation qui fait la force de ses clichés. En devant photographe, il y a deux ans, la Normande, qui a grandi près de Bourtheroulde, dans l'Eure, a conquis sa passion pour l'image et son amour de l'autre. Elle était auparavant éducatrice spécialisée.

Son travail, puissant, est hébergé par la plateforme Hans Lucas. « Je photographie comme je suis. Je suis très proche des gens, empathique. Je travaille à la spontanéité, à la recherche d'une émotion. Quand elle est là, je ne fais que cueillir



Chaque soir, Jean-Paul s'arrête devant la cathédrale de Rouen, dans l'attente de jours meilleurs. CRÉDIT PHOTO : ANNE-CHARLOTTE COMPAN

l'image. »

Mi-avril, Anne-Charlotte s'est mise dans les pas de Jean-Paul (1), un jeune migrant de 14 ans qui vit dans la rue, à Rouen. Toute la nuit. Du café, pour rompre la glace, aux bancs des arrêts de bus, la nuit tombée. De la cathédrale, devant laquelle le garçon se recueille chaque soir, aux abords du centre commercial où il se protège du froid dans un carton. « On a beaucoup parlé, raconte Anne-Charlotte. Jean-Paul a fui la Guinée. Après le décès de sa maman, il a été confié à son grand-père. Il s'est opposé à l'excision de sa sœur. Il a été obligé de fuir, sous la menace. »

L'ex-travailleuse sociale, qui a con-

servé toutes les ficelles de son ancien métier, règle ses objectifs au plus que parfait. Quand la jeune mère rom doit aller à Pôle emploi, elle pose son appareil et l'aide à rédiger un curriculum vitae. Ou à inscrire ses enfants à l'école. Quand elle se retrouve à la rue avec Jean-Paul, elle sort son téléphone pour essayer de trouver une solution. Une sauveuse d'humanité ? « Non, c'est juste ma façon de faire quelque chose pour les gens. Mes photos dénoncent des situations mais si je peux faire plus... »

Le camion de la police passera devant eux sans s'arrêter. Elle appuie sur le déclencheur. « J'ai trouvé cela terrible. Cette photo résume à elle

seule l'abandon que vit ce jeune garçon. »

Depuis ce reportage, elle continue de prendre des nouvelles de Jean-Paul. « Je ne ferme jamais la porte, peut-être que je le reverrai. » Raluca, la jeune femme rom, est devenue son amie.

(1) Le prénom a été modifié.

Le travail d'Anne-Charlotte Compan est visible sur la plateforme Hans Lucas : <http://hanslucas.com/accompagnan/photo> et sur son site Internet : annecharlottecompan.com.

Médecins du monde sonne l'alarme

« On ne s'habitue pas à voir des gamins grelottants devant la porte le matin. » C'est pourtant le comité d'accueil qui attend, chaque matin, Anne-Sophie Marie, coordinatrice régionale de Médecins du monde, à Rouen.

Alertée de la présence de jeunes migrants dans les rues par les équipes qui maraudent, elle a ouvert, il y a un an, un accueil de jour dont le succès ne se dément pas. « C'est précaire, nous sommes dans l'urgence humanitaire. Ils peuvent se doucher, faire une pause en sécurité, prendre une boisson chaude ou manger le repas qu'ils sont allés chercher, au Secours populaire ou aux Restos. »

Médecins du monde les accompagne dans leurs démarches auprès de l'Aide sociale à l'enfance, et l'association reste présente auprès de ceux dont la minorité a été refusée après première évaluation.

En mars, les recours de quatre jeunes déposés auprès du juge des enfants, qui avait statué en leur faveur,

ont finalement été cassés par la cour d'appel. Plus mineur, pas encore majeur, ils sont en quête de statut. « Nous voyons auprès des ambassades s'ils peuvent avoir de nouveaux papiers. »

La situation est « alarmante », estime la coordinatrice. Laisser des jeunes sans solution est pour elle « irresponsable. Ils n'ont plus rien. Ils seront obligés de s'en sortir en se rapprochant de réseaux. »

Revenus avec des peluches

Médecins du monde a mis en place un programme de santé mentale pour ces jeunes exilés. « Ils ont des histoires lourdes. Ces problèmes de reconnaissance identitaire créent des traumatismes psychiques qui nous inquiètent. » Sur la liste de matériel à prévoir pour leur local, les BD côtoient les duvets. « L'autre jour, ils sont partis chercher des vêtements chauds au Secours populaire, raconte Anne-Sophie Marie. Ils sont revenus avec des peluches. »

Caen, une ville de passage

À Caen, les jeunes exilés, mineurs, « sont plus facilement mis à l'abri », indique Adeline Tréhudic, de Médecins du monde. Elle n'a d'ailleurs pas connaissance de tous les jeunes qui arrivent à Caen et trouvent parfois refuge dans des squats (qui n'existent pas à Rouen) où ils peuvent rester « par méconnaissance de la protection de l'enfance ».

Autre différence, les jeunes qui arrivent à Caen sont majoritairement « en transit vers l'Angleterre », contrairement à Rouen, où le souhait de

s'établir les conduit à faire les démarches auprès des services départementaux.

Ici aussi, Médecins du monde est mobilisée auprès des jeunes dont la minorité a été contestée après entretien et tests osseux (qui ne sont plus pratiqués à Rouen).

« Une dizaine de recours a été finalisée, la moitié a abouti à la reconnaissance de minorité. Une dizaine d'autres est en attente », indique Adeline Tréhudic.

250

C'est le nombre de mineurs étrangers pris en charge par le Département du Calvados.

La Normandie en bref

Le raid Solid'Air annulé à la base aérienne d'Évreux

La cinquième édition du raid Solid'Air n'aura pas lieu dimanche, ont annoncé les autorités militaires et la Ville d'Évreux, co-organisateurs. Le contexte actuel ne nous permet pas d'organiser sereinement cet événement sportif. Dans la nuit du 4 au 5 mai, un ancien militaire de 34 ans suivi

pour des faits de radicalisation a été arrêté vendredi matin (lire par ailleurs). Plus de 500 participants étaient attendus, sur et aux alentours du site militaire, pour cette compétition multisports ouverte à tous. La cinquième édition du raid est reportée à l'année prochaine.

La collégienne disparue... coincée dans les toilettes

Grosse frayeur pour une famille de la Côte de Nacre, au nord de Caen, mardi.

Leur fille de 11 ans n'est pas rentrée du collège. Ses proches alertent la gendarmerie, qui engage des recherches.

Elles ont finalement été interrom-

pues vers 20 h : des vérifications dans son établissement ont permis de retrouver la collégienne, coincée dans des toilettes.

Le loquet s'était bloqué et personne ne l'avait entendue. Elle a été remise, indemne, à ses parents.

À Alençon, le Samu-Smur 61 a un nouvel hélicoptère

L'Eurocopter EC 135 T2 du Samu-Smur 61, basé au centre hospitalier intercommunal (Chic) d'Alençon, a été remplacé début avril par l'Eurocopter EC 135 T3. Le nouvel appareil, dont le coût de fonctionnement s'élève à environ 1,3 million d'euros par an, a plus d'autonomie, de capa-

cité et de rapidité que l'ancien. Il sort entre 460 et 470 fois chaque année.

Dans la région, seuls trois autres centres hospitaliers disposent d'un tel équipement : Granville, Le Havre et Cherbourg.